



Déclaration liminaire de la CGT Finances publiques au CTL du 5 mai 2015

Le 9 avril, ont été recensés plus de 300 000 salariés, actifs, jeunes et retraités, privés d'emploi, dans les 86 rassemblements et manifestations appelées par la CGT, FO, Solidaires et la FSU.

A Paris, plus de 120 000 manifestants ont convergé durant tout l'après midi tandis que tombaient les chiffres de participation dans des villes comme Marseille (45.000), Bordeaux (10.000), Nancy et Nîmes (5.000)...

La manifestation à Rennes a rassemblé 3 000 personnes et 500 se sont réunis à St Malo.

On a noté une forte représentation des entreprises du privé, avec à Rennes une importante délégation de salariés de la société de transport Mory Global contre les licenciements. L'usine PSA La Janais a tourné au ralenti, plus d'une centaine de salariés ayant débrayé à l'appel de la CGT pour dire stop aux suppressions de postes.

Les mots d'ordre pour l'augmentation des salaires et pour le retrait de la loi Macron ont été également au cœur des revendications portées par les salariés, du privé et du public. Les hospitaliers se sont également fortement mobilisés contre la loi Touraine.

La journée a aussi été marquée par quelque 1 000 appels à la grève, très souvent dans l'unité. Le ministère de l'Éducation nationale a indiqué que 24% des enseignants étaient grévistes. À la DGFIP, le taux de participation à la grève était de 22%, de 23,86 % dans la DRFiP 35 (29,61% des cadres B, 28,29% des cadres C), selon les chiffres officiels, dont nous avons appris à nous méfier... 7 postes ou services fermés : accueil Magenta, SIE Rennes Est, SIE Redon, Trésoreries Antrain, Plélan, St-Aubin, Tinténac.

Sur les services où les restructurations sont les plus fortes, comme les trésoreries, SIE, SIP et SPF, les pourcentages de grève vont de 30 à 100 %.

De nombreux collègues se sont retrouvés à la manifestation à Rennes, dans le cortège de la CGT derrière la banderole de la section, d'autres avaient rejoint Paris, avec des centaines de milliers de manifestants venus de toute la France.

Par leur implication dans ce mouvement, les agents des Finances Publiques ont clairement marqué leur refus de l'austérité, du pacte de responsabilité, et leur volonté de voir aboutir leurs revendications.

La visite du DG à Rennes le 23 avril, tant sur la forme que sur le fond, confirme la surdité du gouvernement face à ces revendications. Ainsi, Bruno Parent a confirmé lors d'une audience expéditive, avec les syndicats du département, entre deux trains, qu'il était là pour gérer cette politique. Il n'a pas discuté avec les collègues du service d'accueil de Magenta et a passé 5 minutes au SIP de Rennes Est.

Nous serions donc condamnés aux suppressions d'emplois, aux fusions-restructurations, à la liquidation de notre administration, à la dégradation de nos conditions de travail et à la liquidation du service public. Quant aux rémunérations, la suppression de la prime d'intéressement qui était versée à tous les agents de la DGFIP ne fait que confirmer cette condamnation, comme celle de la compensation de la CSG.

La DRFiP 35 n'est pas en reste dans l'application de cette politique :

-32 postes de cadres C et 24 postes de cadres B vacants au 1^{er} septembre 2015 compte tenu du projet de mouvement de mutation,

-Budget prévisionnel 2015 présenté aujourd'hui qui fait état d'une baisse de 8 % du budget de fonctionnement, soit plus de 34 % de baisse en deux ans ! Le document précise que *pour 2015, le*

gouvernement a demandé à tous les ministères de contribuer au financement de la lutte contre le terrorisme : -28 millions pour la DGFIP + 12 millions pour les directions locales. Qu'en sera t-il pour la DRFiP35 ?

-Passage en force sur la fusion du SPF de Fougères et l'aménagement des horaires d'ouverture des services, le *tout numérique* est devenu un alibi permanent pour en finir avec l'accueil du public, et en finir avec le service public. À travers l'avis des syndicats de la direction, pourtant unanimes, qui est ignoré, ce sont les agents qui sont méprisés.

Sur l'aménagement des horaires d'ouverture des services, la direction n'a pas consulté les acteurs de prévention et un avis du CHS-CT n'a donc pas pu être donné au CTL. C'est pourquoi les représentants du personnel ont voté une délibération au CHS-CT du 28 avril 2015 qui, face au refus de la direction de saisir le CHSCT, va nous contraindre à aviser l'Inspection du travail, afin de mesurer l'importance de cette réorganisation sur les conditions de travail des agents.

Un autre exemple à l'ordre du jour de ce CTL illustre ce mépris : la DG et les directions locales font un forcing incessant auprès des usagers pour promouvoir la télédéclaration. Et dans le même temps, l'assistance technique qui aidait les usagers en difficulté sur le site IMPOT.GOUV est supprimée, aux agents de répondre aux questions fiscales, toujours plus complexes (cf crédits d'impôts qualité environnementale), et qu'ils se « *débrouillent* » aussi avec les questions techniques...

Au cas particulier, la CGT Finances publiques 35 exige le rétablissement de cette structure d'assistance.

À noter que sur le sujet de la « modernisation numérique de l'État » nous étions conviés hier à participer à une rencontre avec une mission parlementaire. La CGT a choisi de boycotter cette réunion. Pour nous, pas question de cautionner par notre présence les reculs de service public présents et à venir que génère cette soi-disant modernisation.

Enfin, les élus CGT tiennent à évoquer tout particulièrement l'attentat qui a été perpétré contre la trésorerie de Pipriac-Maure.

Notre syndicat s'associe en premier lieu au traumatisme vécu par les collègues de la trésorerie, des femmes et des hommes qui exercent leurs missions dans des conditions de travail difficiles.

À travers cet acte, ce sont les missions des finances publiques, symboles de l'action publique de l'État, qui sont attaquées. Ce sont aussi les usagers qui en sont victimes, les réparations étant à la charge de la collectivité.

Le jeudi 23 avril, le directeur général des finances publiques était en visite à la DRFIP 35. Dans les quelques minutes qu'il a accordées aux représentants du personnel dans un simulacre de dialogue social, il a évoqué l'action menée contre les responsables de l'incendie criminel du centre des finances publiques de Morlaix.

Nous attendons que la direction générale et la direction régionale agissent avec la même vigueur pour que la sécurité des agents et des locaux des services de la DRFIP35 soit assurée, et pour que les coupables de l'attentat contre le poste de Pipriac soient recherchés activement et punis.

Nous tenons également à dénoncer les conditions dans lesquelles l'information de cet attentat a été communiquée aux représentants du personnel. Selon les termes de la note du 8 novembre 2012 relative aux événements graves, la direction était tenue d'informer sans aucun délai le président et le secrétaire du CHSCT dès le vendredi matin. Or, ce n'est que par le site Ulysse 35 que l'information nous est parvenue en fin d'après-midi ! C'est un manquement grave à une obligation de la direction. Pour la CGT, des engagements doivent être pris aujourd'hui pour que, si un autre événement grave devait subvenir, l'information soit donnée dans le respect intégral des règles.

Le CHSCT s'est saisi de l'affaire, tant sur la forme que sur le fond. La CGT sera attentive aux suites données pour la santé et la sécurité des collègues concernés.